

Interview de Brice Lalonde

Regrouper ceux qui luttent contre la technocratie

Recueillie par Didier DELORME

Brice Lalonde, candidat aux présidentielles, a été désigné par la plupart des associations écologistes, notamment celles affiliées aux deux principales organisations : le MEP — Mouvement d'écologie politique — et le RAT — Réseau des amis de la terre — (voir PLS N°12). Ces deux dernières ont constitué avec le «troisième collègue», «Aujourd'hui écologie», comité de soutien national à la candidature Lalonde.

► En mai 1980, aux assises de l'écologie de Lyon, cinq thèmes d'action prioritaires ont été retenus : le nucléaire et ses alternatives, la démocratie, le Tiers-Monde, le travail et le monde rural. Ce cadrage est-il conservé et comment avez-vous précisé vos axes de lutte ?

Ces thèmes de travail sont permanents dans la problématique écologiste, mais nous les avons classés autrement. Nous avons décidé d'intervenir de trois façons. D'abord avec un projet pour la société qui s'articule autour de trois axes : société, Etat, nation. Nous ne voulons pas que la société se réduise à l'économie, nous voulons montrer que le but de la production c'est l'épanouissement, ce n'est pas la production en soi (ce qu'on appelle le productivisme). Deuxième axe : quel Etat se donne la société : un squelette dur ou un cartilage souple ? Enfin quelle est la place de la communauté nationale dans le monde ? Qu'est-ce qu'on fait vis-à-vis du Tiers-Monde ? Nous ne voulons plus d'une communauté nationale qui étouffe à l'intérieur les communautés régionales et qui à l'extérieur entrave celles du Tiers-Monde.

Quant au nucléaire, c'est une des pièces centrales du productivisme, de l'organisation étatique de la société, voire du jeu diplomatique français. C'est donc un point essentiel de lutte, mais qui est transversal aux trois thèmes du projet.

A côté de ce projet, il s'agit de faire un programme immédiat pour définir ce que nous proposons actuellement, ce pourquoi nous allons lutter.

Le dernier point, c'est l'obtention de mesures immédiates favorables à nos luttes, favorables à l'apparition d'un mouvement, le nôtre et ses alliés. Par exemple le référendum à initiative populaire, les radios libres...

► Vous avez déclaré : «Le pur témoignage, c'est terminé, les écologistes passent à l'engagement». Pou-

vez-vous préciser cette évolution ?

Les écologistes croient trop à la vertu de la parole et ils se complaisent trop souvent à énumérer les catastrophes qui nous attendent si on ne fait rien. Ce côté millénariste, un peu prophétique tendait à négliger la politique, les rapports de force à établir pour qu'une société change. L'engagement, c'est simplement prendre conscience que l'espoir est plus mobilisateur que la catastrophe, que l'organisation est nécessaire, qu'il faut essayer de théoriser l'histoire de notre mouvement, même sur une courte période. Si le mouvement écologiste se vit comme une des pointes d'un mouvement antitechnocratique qui naît d'une manière diffuse un peu partout, alors il doit prendre un engagement : il faut que la population puisse compter sur eux et que les autres forces politiques comptent avec les écologistes.

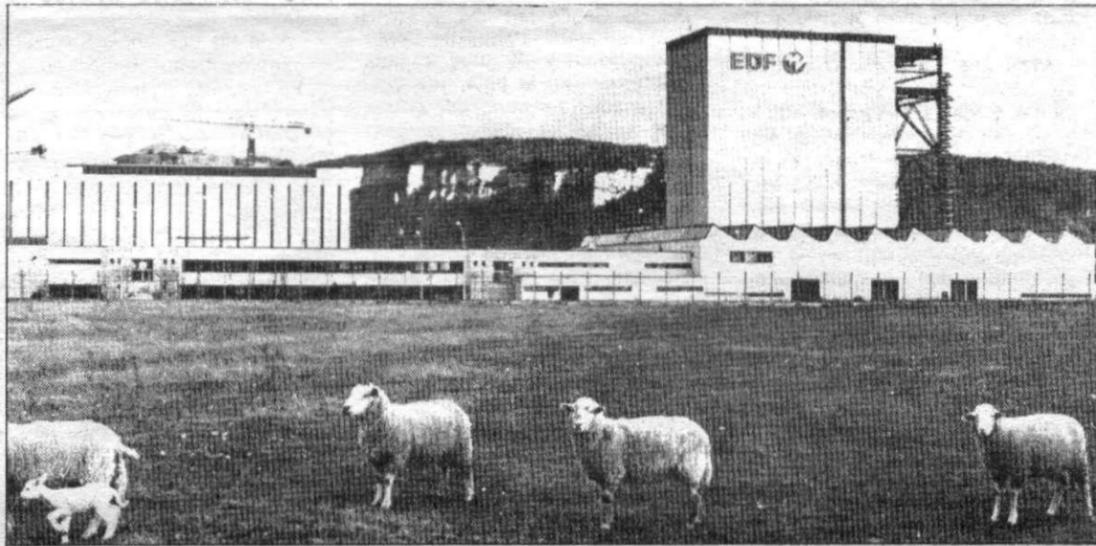
► La lutte antinucléaire a rencontré de grosses difficultés face à l'intransigeance du pouvoir. Cela vous a-t-il amené à changer d'attitude sur ce point ?

Je crois que la lutte antinucléaire aurait avantage à être plus ferme contre ses adversaires. Dans le nucléaire, il y a une couche sociale qui se bat et veut garder son pouvoir qu'elle assoit dans des institutions comme l'EDF, dans des cabinets ministériels. Il faut donc que le mouvement écologiste ne dise pas seulement «non aux centrales», mais prennent les moyens de démanteler cet adversaire social. Le succès de la lutte antinucléaire est aussi lié à la capacité latérale de résister localement, d'avoir accès à l'information, aux moyens de communication. Cette capacité se développe sans cesse avec la régionalisation grandissante, la constitution de projets alternatifs.

Enfin le système nucléaire ne marche pas très bien, engendre des dépenses énormes. Pour le prouver, nous devrions créer nos propres centres de documentations capables de rivaliser avec ceux d'EDF.

► Dans votre interview à Vert n° 11, vous déclarez

Dans le nucléaire, il y a une couche sociale qui veut garder son pouvoir.



que le rôle du président de la République devrait être celui «d'arbitre entre ce qui représente la plus grande partie de la vie quotidienne des gens et les nécessités de l'Etat». Quelles sont ces nécessités ?

Administrer, compter, répartir... Toute société est organisée de façon plus ou moins rigide. Ses formes d'organisation ont toujours tendance, à cause des gens ou des classes qui s'en emparent, à se reproduire, à accroître leur emprise sur la société. Le personnel politique sort de plus en plus de l'appareil d'Etat lui-même, il est déjà spécialisé. Il faut fluidifier les fonctions étatiques, les partager : un syndicaliste peut très bien pendant plusieurs années remplir un service public, il est dévoué à l'intérêt public autant sinon plus qu'un fonctionnaire qui sort d'une école.

► En ce qui concerne la justice, la police, l'armée ?

Si ces fonctions font partie de l'Etat, la formule de Montesquieu me paraît une bonne référence : séparation des pouvoirs. Cela dit, l'Etat est «contre-productif» : les CRS font peur, ils ne protègent pas. Ces fonctions de maintien de l'ordre doivent être beaucoup plus décentralisées, moins menaçante. Ce caractère menaçant est aussi lié à l'aggravation de la crise : il faut donc aussi relâcher les tensions sociales.

► Les écologistes parlent d'Etat limité ou d'autre mode de développement de la société, pouvez-vous préciser ce changement de société ?

Prenons l'exemple de l'imposition : nous sommes favorables à ce que chaque Français puisse affecter de l'ordre de 10 % de son impôt au ministère ou à l'association d'intérêt public de son choix. De manière à ce que l'on démembre dans une certaine mesure l'Etat. L'idée, c'est d'arriver à un mode de développement fondé sur l'épanouissement personnel. Cela est lié à des valeurs et à des conflits : conflits pour le temps libre, la

santé, la protection de la nature. Il faut aussi que soient développées les relations sociales, la capacité de création de chacun. L'idée selon laquelle tout ce qui est important pour autrui peut être fait par d'autres que vous, l'idée qui est à la base de la production industrielle, s'atténue progressivement. Tout ce qui va dans le sens de l'autonomie sera favorisé, que ce soit le kit, le jardinage, les moyens de disposer de l'information. Nous aurons une «société double», avec d'une part, un secteur industriel qui fabrique à bas coût ce qui est considéré comme important pour les gens soient autonomes, d'autre part, l'extension des activités autonomes grâce aux techniques nouvelles (informatique, solaire...) et libération administrative croissante.

► Comment s'effectuerait cette transformation de la société ?

C'est par une multiplicité de microconflits (exemple tout bête : vous voulez poser des capteurs solaires et le préfet vous refuse le permis de construire), voire par des macroconflits comme à Plogoff. Les processus de changement social sont partout. Ainsi quand l'organisation des consommateurs impose des marchés différents à ceux qui veulent faire des profits, elle ne bouleverse pas le système mais oblige déjà l'entrepreneur à changer de direction. J'ai l'impression nous pouvons maintenant régler le paradoxe des gens pacifistes confrontés à des gens qui ne le sont pas, car nous avons les moyens d'une autre politique, y compris les moyens techniques et parce que la forme de l'engagement est quelquefois autant la désertion que la mobilisation.

► Comment voyez-vous vos rapports avec les partis de gauche ou les syndicats ?

Et les autres partis ? Cela nous est déjà arrivé, à propos de l'agriculture d'avoir des relations avec un parti de droite. Pas avec un parti, plutôt avec des gens. Avec la gauche, c'est curieux, c'est avec les appareils que l'on se rencontre. Nous avons des



relations privilégiées avec la CFDT et j'espère que nous les garderons. La CFDT représente un courant ouvrier non autoritaire, beaucoup plus ouvert à l'écologie, elle admet qu'il y ait d'autres terrains de lutte que celui de l'entreprise.

► Par rapport à des forces politiques qu'on ne peut pas mettre sur le même plan, quelle pourrait être la position du candidat écologiste ? Quel sera votre attitude au second tour des élections ?

Si c'est pour refuser l'apparition d'une force politique nouvelle pour bloquer les signatures nécessaires aux forces dites minoritaires, alors on peut tous les mettre sur le même plan. Sur d'autres questions, il y a des différences, il faut donc au cas par cas envisager ces différences dans des campagnes précises. En revanche, je ne crois plus assez à la démocratie représentative pour adopter une position au second tour. Nous ne nous désistons donc pas. Je crois beaucoup plus à une changement politique profond qui se fait sur des propositions, des initiatives concrètes en dehors, mais aussi à l'occasion d'échéances électorales. Il faut sur telle question former telle coalition, tout en sachant que l'essentiel revient à l'action des forces sociales : les syndicats pour défendre les travailleurs, les associations écologistes dans leurs actions spécifiques, le mouvement des femmes pour défendre le droit des femmes, les consommateurs, etc.

► S'il fallait parler de «Nouvelle Gauche», quels contours et quel contenu aurait-elle ?

Les termes gauche et droite sont mauvais car ils renvoient à des appareils, ils avaient une définition culturelle et sociale beaucoup plus précise qu'ils en ont maintenant. Il faudrait plutôt dire qu'une nouvelle opposition est nécessaire. Cette opposition doit surtout être sociale et regrouper autant que faire se peut tous les mouvements qui cherchent à retrouver et à défendre une identité, jusqu'à une identité personnelle et par conséquent regrouper ceux qui luttent contre la technocratie. Par technocratie, j'entends autant la couche qui dirige les grands appareils administratifs et économiques, que tous les systèmes, tendant à aire triompher la normalisation.

SUITE PAGE 8